

La responsabilité des médias et des hommes politiques

Philippe Brindet
03 juin 2005

Le Monde publie le 2 juin 2005 un sondage manipulateur des interprétations du Référendum contre le projet de Constitution européiste.

A la question :

"Parmi les raisons suivantes, quelles sont celles qui vous ont le plus poussé à voter Non"

les réponses imposées étaient celles-ci :

Ce Traité aggrave le chômage en France
Je veux exprimer mon ras le bol de la situation actuelle
Le non permettra de renégocier le Traité
Ce Traité est trop libéral
Ce Traité est particulièrement difficile à comprendre.

Ces cinq réponses sont parfaitement imbéciles et aucune ne concerne réellement le contenu du Traité, ni le droit pour l'Etat français de ratifier un tel Traité, ce qui était pourtant le sens de la question référendaire.

Comment peut-on affirmer que le Traité aggraverait le chômage en soi ? Le Traité a, parmi ses objectifs affirmés, de lutter contre le chômage. Ce n'est bien entendu absolument pas pour cette raison que les électeurs ont voté Non.

Le ras le bol ? Il ne s'exprimera pas par le vote, mais par l'abstention. A la limite, qu'on ait demandé aux sondés s'ils voulaient la chute du régime en votant "non", on pourrait le comprendre. Mais le "ras-le-bol" ! Quand les hommes politiques ont inlassablement répétés que l'Europe ne méritait pas le désaveu de Raffarin par les citoyens français !...

La renégociation du Traité est aussi une sinistre farce. 90 % de son contenu est repris dans des directives, des Chartes, des Traités antérieurs dont il n'a jamais été question de les renégocier.

L'excès de libéralisme ? Mais c'est le Traité le plus étatiste, le plus accapareur de l'énergie d'entreprendre, le plus collectiviste depuis la Constitution de la sinistre Union soviétique dont le Traité giscardosocialiste n'est qu'une sombre copie.

Quant à la difficulté de le comprendre, le sondeur s'est amusé aux dépens des sondés !

Aucune des raisons du non ne s'y trouve.

Quelles sont ces raisons ?

La première raison a rassemblé des partisans d'options partisans opposées, de droite et de gauche. On a déjà écrit que le projet giscardosocialiste était un texte de compromis entre des libéraux-étatistes et des étato-libéristes. Comment le

blanc bonnet pourrait il se distinguer du bonnet blanc ?

Comment le compromis s'est-il établi ? Tout simplement par une répartition des prébendes européistes entre les différents conventionnels. Et leur malheur tient à ce que, si ces conventionnels tiennent les parlements nationaux, qui tous ratifient le projet de Constitution avec des scores de démocraties communistes, ces mêmes conventionnels sont absolument discrédités dans l'opinion publique.

Il en résulte que le compromis qui "marche" dans la classe politique, ne marche pas dans les peuples, qui ne bénéficient pas des accords secrets passés entre politiciens.

On nous rétorquera que l'Espagne a ratifié par un vote populaire le projet européiste. Mais, il faut se souvenir que les Espagnols venaient juste de changer de régime en plein milieu d'une crise terroriste, passant du chrétien-libéral Aznar au socialiste-athée Zapatero. On peut donc affirmer que cet électorat n'est pas politiquement majeur. De plus, cet électorat est tenu par une gauche extrême qui a obtenu les crédits les plus élevés possibles de Bruxelles. La ratification populaire espagnole, qui s'est faite avec une forte abstention, n'est donc pas probante.

Considérez les hommes politiques de droite qui ont représenté le Non : de Villiers n'est plus aux affaires depuis 15 ans. Le Pen n'a jamais gouverné même une commune rurale. Madame Bouttin ? Elle n'a jamais défendu le non ! A Versailles, elle s'est prudemment abstenue pour éviter l'exclusion de l'UMP ! Qui lui en voudra ?

A gauche ? MM. Besancenot ou Mélanchon n'ont jamais brigué le moindre poste de gouvernement. Quand ils sont élus, c'est sur des listes à la proportionnelle où les ténors leur font une place de "seconds couteaux".

Aucune de ces "personnalités politiques n'est donc impliquée dans le jeu.

Aucune ? Erreur : Il faut compter sur monsieur Laurent Fabius. Attendez, soyez patients. Tout sera plus clair demain.

Une seconde raison essentielle aussi vient de ce que, alors que le projet Giscard n'est que le "relookage" en constitution brejnevienne d'un salmigondis de textes de circonstance, l'ensemble de ces textes a été établi sous l'emprise de ce que l'on a appelé, dans les années 90, un "déficit démocratique" pour mentir de manière bourgeoise sur le fait que ces textes étaient simplement des atteintes à la démocratie la plus élémentaire.

Voter oui revenait en réalité à entériner ces quarante années d'atteintes constantes et répétées à la démocratie que constitue l'histoire européiste.

Même si la raison a échappé souvent à l'analyse politique, les citoyens ne sont pas persuadés de ce que le prétendu Parlement européen fut autre chose qu'un alibi concédé par la dictature bruxelloise au formalisme démocratique. Le vote "Non" a beaucoup de liens avec cette raison.

Une troisième raison vient de ce que, contrairement à l'argument misérable des européistes selon qui le projet de Constitution aurait été trop compliqué à comprendre (ils devraient avoir honte de leur effronterie), les diverses dispositions

du projet ont été discutées par les citoyens qui refusent raisonnablement ces dispositions.

Ce refus pourrait être cause d'une crise d'un danger extrême. Parce que la majorité de ces dispositions n'ont pas été "inventées" par le brave Giscard, déguisé en Conventionnel de 1791 pour l'occasion, lui qui n'a jamais inventé la poudre. Mais au contraire, ce sont des décisions des gouvernements successifs qui, depuis quarante ans, ont promu, adopté, accepté, transposé ces dispositions à tour de bras sans aucune approbation populaire.

Ils sont démentis maintenant.

Quelle sera la réaction des peuples quand ils vont enfin comprendre qu'ils ont été berné ?

Quelles sont ces dispositions visibles dans le projet Giscard et qui ont fait réagir les français et les hollandais contre ce projet ?

Aucune de ces dispositions n'emporte la désapprobation unanime des partisans du "non". On pourra y voir la nocivité radicale de la manoeuvre giscardienne qui est une menée dissolvante de la volonté démocratique en ce qu'elle est incapable de susciter la formation d'une majorité sur un contrat positif.

La première cause du "non" vient de ce que l'identité sociétale de l'Europe n'y est pas affirmée. Et cette identité sociétale est essentiellement le christianisme. Son absence, ou plutôt son remplacement par un salmigondis d'héritages culturels, religieux et humanistes innommés, est une cause essentielle au "non".

La seconde cause du "non" vient de ce que l'identité géographique n'est pas affirmée. L'Europe de Giscard et de Bruxelles est un club de gouvernants qui se co-optent. L'Europe des Nations est une terre qui se définit par des frontières qui délimitent un territoire homogène.

La troisième cause du "non" vient de ce que l'identité du peuple de la démocratie européenne n'est pas déterminée dans le projet Giscard. La simple référence aux peuples, d'ailleurs régis par les gouvernements des Etats membres, est en réalité un crime de dictature et un préalable à l'établissement du fascisme.

Pire encore, alors que l'identité chrétienne de l'Europe est niée, l'hypothèse de l'adhésion d'une nation, pas plus chrétienne qu'européenne est affirmée par sa ratification de l'Acte final.

La quatrième cause du "non" aura été l'absence de prise en compte de ce qui fait l'Etat. A droite, c'est la souveraineté c'est-à-dire la capacité de l'Etat à mener une politique approuvée par ses citoyens. A gauche, c'est l'influence sociale des services publics, c'est-à-dire la prise en compte économique de l'autorité de l'Etat affirmée face aux puissances tenues pour illégitimes de la fortune privée.

Il y aurait encore mille et une autres causes au Non. Elles ne sont pas plus rappelées par les médias ou les hommes politiques. Ils n'ont pas écouté.